

# **Pour faire plier Macron sur son projet des retraites, il faut imposer un plan de blocage, de l'économie en appelant à la grève générale jusqu'au retrait du projet !**

## **Les travailleurs déferlent par millions contre la retraite à 64 ans**

Après des mois de concertation entre le gouvernement et les directions syndicales, le gouvernement Macron/Borne a annoncé le 10 janvier vouloir accélérer la réforme Touraine qui impose 43 ans de cotisation pour pouvoir percevoir une retraite à taux plein. Cela implique de repousser l'âge de départ de 2 ans pour tous, y compris pour les catégories dites « actives », c'est-à-dire les régimes spéciaux, jusqu'à 64 ans pour la majorité des travailleurs.

Il serait même possible de travailler jusqu'à 70 ans pour bénéficier d'une surcote de retraite ! Autant dire la mort assurée avant de pouvoir bénéficier d'une pension. Ce qui se traduira également par un frein à l'emploi pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Ce gouvernement poursuit le démantèlement du salaire différé qui assure les droits des salariés à la santé, aux indemnités de chômage et à la retraite par répartition, au profit d'assurances privées et d'une retraite par capitalisation qui mettraient au service des banques et fonds de pension, des milliards destinés à la spéculation, privant les salariés de garantie de revenus en cas de maladie, chômage et retraite.

Les directions confédérales se sont unies - une première depuis 2010 - pour appeler à la journée de mobilisation du 19 janvier, qui a rassemblé 2 millions de travailleurs dans la rue et de nombreux grévistes. Les militants et élus des différents partis de gauche étaient également présents, de LO/NPA/POI(D) au PS/EELV/LFI/PCF (NUPES).

Des travailleurs qui ne s'étaient pas mobilisés depuis fort longtemps sont entrés dans la bataille pour s'opposer à la réforme honnie de Macron.

Le seul mot d'ordre du moment est retrait pur et simple du projet de réforme des retraites !

## **Mais comment gagner ? Comment vaincre Macron ?**

Si l'objectif est d'empêcher véritablement l'application de cette réforme, il faut se donner les moyens d'y parvenir.

**Alors que le gouvernement Macron/Borne est politiquement faible, ne disposant même pas d'une majorité à l'Assemblée nationale, il tente d'imposer cette réforme rejetée en masse par les travailleurs. Il peut le faire car il ne craint pas les manifestations pacifiques ni l'obstruction parlementaire.**

La seule façon de le faire plier, de lui imposer le retrait de sa réforme est d'imposer aux directions syndicales un plan de bataille organisé centralement de blocage du pays, de blocage des secteurs économiques stratégiques, notamment les sites produisant et acheminant l'énergie, notamment les raffineries et les transports (ports, aéroports, gares, autoroutes, raffineries). Pour ce faire, les centrales syndicales doivent organiser la grève générale, une grève politique, lors de laquelle tous les travailleurs se mettent en grève et participent aux blocages.

Les directions syndicales bureaucratisées ne veulent pas organiser un tel plan de bataille qui les contraindrait à rompre radicalement avec le gouvernement. Elles nous refont le coup des journées de mobilisation à répétition jusqu'à épuisement. Pour le 31 janvier, il s'agit d'élargir le mouvement qui n'a pourtant jamais été aussi large. Les fédérations les plus « radicales » comme l'énergie appellent à une grève reconductible pour bloquer les raffineries et couper l'électricité ; les instances départementales appellent à organiser des AG dans les boîtes mais il n'y a pas de plan de bataille central. Les grèves reconductibles boîte par boîte ça ne marche pas ! Personne ne sait ce qui se décide dans l'entreprise ou administration ou école d'à côté. Les AG départementales peuvent mettre en place un plan décidé et organisé au niveau national et contrôlé par des comités de grève au niveau local et départemental.

Les partis de la NUPES doivent rejoindre ce plan de bataille dont l'objectif est de vaincre et défaire Macron qui est minoritaire dans ce pays. En effet il ne peut gouverner qu'avec l'appui direct des autres partis bourgeois notamment LR et RN.

Pour les travailleurs, il est clair qu'il faut le mettre hors d'état de nuire. Un véritable front unique alliant partis et syndicats ouvriers doit se réaliser contre Macron et sa politique, pour le vaincre et le chasser. Dans cet objectif, les partis de la NUPES doivent sans attendre dire qu'ils sont prêts à candidater au pouvoir.

## **La mobilisation pose la question du pouvoir**

Le mot d'ordre « Retrait pur et simple du projet de réforme des retraites » peut unifier la classe ouvrière contre la politique de Macron. Un tel mot d'ordre, adossé à un plan de blocage de l'économie, relayé par la NUPES postulant au pouvoir, créerait un appel d'air colossal pour la mobilisation et balayerait Macron et son gouvernement en peu de temps.

Les directions des partis de la NUPES et syndicats ne se lanceront pas d'elles-mêmes dans cette bataille décisive car elles sont liées et attachées à la défense du système capitaliste.

En ce sens les travailleurs doivent s'organiser pour se réapproprier les syndicats comme outil de la lutte de classes. De plus, leurs mobilisations posent aussi la question du pouvoir.

Mais les directions politiques « de gauche » ne remettent pas en question la propriété privée des moyens de production. Elles ne veulent pas s'attaquer ni au système capitaliste, ni aux profits, ni à l'impérialisme.

**C'est pourquoi le groupe Révoltes milite pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire seul à même d'organiser la lutte jusqu'à la prise du pouvoir par et pour les travailleurs. Nous invitons les jeunes, les travailleurs, les chômeurs, les retraités à venir discuter de la stratégie de construction d'un tel parti.**